

L'hon. M. GUTHRIE: Il me semble bien que mon honorable ami n'a pas dit "et" en parlant de Londres.

Sa dernière suggestion, la quatrième, est que, si nous voulons pouvoir faire quelque chose pour assurer la paix mondiale, nous devrions demander l'aide de la Société des Nations. Je suis d'accord avec lui sur ce point, mais je désapprouve les déclarations qu'il a faites dans cette Chambre cet après-midi au sujet de la Société des Nations. Il a parlé d'une motion faite l'année dernière à la Chambre haute par le sénateur McRae pour que le Canada se retire de la Société des Nations et il a dit: "Si cette motion avait été faite dans cette Chambre, je l'aurais applaudie, mais mon vote lui aurait été adverse".

M. BOURASSA: Mon honorable ami me permettra de le rectifier. J'ai dit: "J'aurais applaudi le discours, mais j'aurais voté contre la motion tandis que cette année j'aurais peut-être appuyé la motion".

L'hon. M. GUTHRIE: L'attitude qu'a toujours prise l'honorable député à l'égard de la Société des Nations et la déclaration qu'il a faite cet après-midi démontre bien clairement, il me semble, qu'il n'a jamais changé d'idée à ce sujet. L'éloge peu généreux qu'il a fait de la Société des Nations, pour mieux la condamner, la mauvaise grâce dont il a fait preuve à son égard—tout le monde a compris qu'il ne l'appuyait qu'à contre-cœur—ne m'ont pas induit en erreur.

Ce qu'on peut dire de la Société des Nations et de la participation du Canada est ceci: "Le Canada a toujours appuyé la Société depuis sa fondation; il n'y a pas eu une assemblée de cet auguste corps à laquelle des Canadiens n'aient pas été présents pour représenter leur pays et c'est un motif de fierté pour les Canadiens comme pour moi-même que le sénateur Dandurand ait été choisi en 1925 comme président de l'Assemblée de la Société et qu'il ait représenté en 1927 le Canada dans le Conseil de la Société qui est, comme la Chambre le sait, la centrale d'énergie de la Société. Le Canada s'est acquis une place enviable dans le Conseil de la Société. Nous ne devons toutefois pas surévaluer l'influence de ce pays dans une réunion comme celle qui a lieu chaque année à Genève et à laquelle quarante, cinquante ou soixante des plus grandes nations du monde sont représentées. Je sais, et ils savent, que le Canada est un pays de dix millions d'habitants, un pays neuf. J'ai été moi-même une fois à Genève et tous ceux qui y vont se rendent compte que l'influence du Canada si elle n'est pas grande est du moins respectée; elle n'est certainement pas prépondérante. Mais le Canada a toujours

[M. Bourassa.]

appuyé aux assemblées de la Société toutes les mesures en faveur de la paix mondiale et du désarmement.

Il faut dire qu'au cours des quatorze ou quinze années de son existence, la Société des Nations a exercé une influence apaisante dans les affaires du monde. Peut-être n'a-t-elle pas réussi à empêcher tous les conflits armés, mais elle a pu régler bien des problèmes épineux qui, sans elle, auraient causé quelque conflagration. L'une des faiblesses de la Société des Nations, comme tribunal de La Haye, tient à l'abstention des Etats-Unis. Une autre, quand j'y étais, venait de l'absence de la Russie. Exprimant une opinion purement personnelle, je me déclare satisfait de voir la Russie à la Société des Nations. En 1931, j'étais délégué du Canada à l'Assemblée; notre pays était le seul de l'Amérique du Nord qui y fût représenté. On me demanda d'appuyer la demande d'admission que présentait le Mexique. C'était la première occasion qui m'était offerte d'adresser la parole à l'Assemblée. J'appuyai la demande avec plaisir et le Mexique devint membre de la Société des Nations. Non pas que j'aie un amour exagéré pour le Mexique. Je connais fort peu ce pays. Mais je suis persuadé que, dans l'intérêt de la paix, mieux vaut que des contrées comme le Mexique et la Russie se joignent à la Société des Nations pour en subir l'influence.

J'ai peu de chose à ajouter sur ce sujet. A mon sens, le devoir du Canada est évident. Nous devons nous en tenir à notre ligne de conduite. Tâchons d'orienter l'opinion publique dans le sens de toutes les propositions relatives à la paix et au désarmement international. A Genève, on voit dans le Canada l'un des rares pays dont les armements soient négligeables. Nous ne sommes, dans aucun sens du terme, une nation armée. Nos dépenses militaires, proportionnellement au chiffre de notre population, est plus bas que celles de toute autre nation civilisée. Nous avons donné l'exemple à Genève, sous ce rapport, mais cet exemple n'a pas amené les autres puissances à désarmer. Impossible de prévoir si la restriction des armements se révélera possible, si le désarmement se réalisera dans un avenir rapproché. Nos énergies, nos espoirs et nos prières tendent vers le désarmement. Nous espérons que nos prières seront exaucées. Mais tenons-nous-en à la ligne de conduite que nous suivons depuis dix ans, c'est-à-dire appuyons activement toutes les propositions tendant à la pacification. Le temps n'est pas venu où l'on forgera avec les sabres des socs de charrue et des serpettes avec les lances. Ce jour est peut-être bien